# Le Parlement algérien a approuvé, lundi 9 mars, la version amendée de la loi criminalisant la colonisation française, dans laquelle ne figurent plus les exigences d’excuses officielles et de réparations généralisées (MàJ)

10/03/2026 à 15h07



## 10/03/2026

Le Parlement algérien a approuvé, lundi 9 mars, la version amendée de la loi criminalisant la colonisation française, dans laquelle ne figurent plus les exigences d’excuses officielles et de réparations généralisées. L’article demandant des compensations pour les victimes des essais nucléaires français en Algérie reste en revanche inchangé.

[…]

Le nouveau texte qualifie en outre de trahison, et non plus de « haute trahison », la « collaboration des harkis » (auxiliaires algériens de l'armée française).

[…]

Le Monde

---

# 24/12/2025

Algérie/loi criminalisant la colonisation: "une initiative manifestement hostile", déplore Paris (AFP)

L'adoption par l'Algérie d'une loi criminalisant la colonisation française (1830-1962) est "une initiative manifestement hostile, à la fois à la volonté de reprise du dialogue franco-algérien, et à un travail serein sur les enjeux mémoriels", a réagi ce mercredi 24 décembre le ministère français des Affaires étrangères.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a souligné que la France n'avait "pas vocation à commenter la politique intérieure algérienne", mais ne pouvait que déplorer une telle initiative, relevant "l'ampleur du travail engagé par le président" Emmanuel Macron s'agissant de la mémoire de la colonisation au travers d'une commission mixte d'historiens français et algériens.

"Nous continuons de travailler à la reprise d'un dialogue exigeant avec l'Algérie, qui puisse répondre aux intérêts prioritaires de la France et des Français, en particulier s'agissant des questions sécuritaires et migratoires", ajoute néanmoins le ministère.

BFM

Vers un regain de tensions entre les deux pays ? Le Parlement algérien a approuvé, mercredi 24 décembre, une proposition de loi qualifiant la colonisation française (de 1830 à 1962) de “crime d’Etat” et réclamant à la France “des excuses officielles”, au moment où Paris et Alger traversent une crise diplomatique majeure. Debout dans l’hémicycle, les députés, écharpe aux couleurs du drapeau algérien autour du cou, ont applaudi le passage du texte. Celui-ci fait porter à l’Etat français “la responsabilité juridique de son passé colonial en Algérie et des tragédies qu’il a engendrées”.

[…]

Franceinfo

Le texte demande également des indemnisations et fait porter à l’État français “la responsabilité juridique de son passé colonial en Algérie et des tragédies qu’il a engendrées”. Si la loi devrait avoir une forte portée symbolique, son effet concret sur des demandes de compensation devrait être limité. La proposition de loi affirme qu'”une indemnisation complète et équitable pour tous les dommages matériels et moraux engendrés par la colonisation française est un droit inaliénable pour l’État et le peuple algériens”.

[…]

BFM

> *Le Parlement algérien adopte à l'unanimité une loi criminalisant la colonisation française et réclamant "des excuses officielles" https://t.co/sQokCNwWDh pic.twitter.com/lcB29sFpn1*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) December 24, 2025*

Le message le plus aimé aujourd’hui sous la vidéo concernant cette loi sur le compte officiel du Parlement algerien : « Apprenez à vos enfants à haïr la France […] »

https://fb.watch/EbR7dWR6aG/

